

**FIFTH ANNUAL CONFERENCE OF THE HIGH  
CONTRACTING PARTIES TO AMENDED  
PROTOCOL II TO THE CONVENTION ON  
PROHIBITIONS OR RESTRICTIONS ON THE USE  
OF CERTAIN CONVENTIONAL WEAPONS WHICH  
MAY BE DEEMED TO BE EXCESSIVELY INJURIOUS  
OR TO HAVE INDISCRIMINATE EFFECTS**

CCW/AP.II/CONF.5/NAR.13  
6 October 2003

FRENCH ONLY

---

Geneva, 26 November 2003

**THE FRENCH REPUBLIC**

National annual report

Submitted in accordance with Article 13, para. 4 of the  
Protocol on Prohibitions or Restrictions on the Use of Mines,  
Booby-Traps and Other Devices  
as Amended on 3 May 1996 to the CCW

GE.03-64753



**PROTOCOLE SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI  
DES MINES, PIÈGES ET AUTRES DISPOSITIFS, TEL QU'IL A ÉTÉ MODIFIÉ  
LE 3 MAI 1996, ANNEXÉ À LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU  
LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES  
QUI PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES EFFETS  
TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME FRAPPANT SANS  
DISCRIMINATION  
(PROTOCOLE II, TEL QU'IL A ÉTÉ MODIFIÉ LE 3 MAI 1996)**

Formules provisoires pour les rapports à présenter en application de l'article 13, paragraphe 4, et de l'article 11, paragraphe 2.

NOM DE LA HAUTE PARTIE FRANCE  
CONTRACTANTE

DATE DE PRESENTATION  
DU RAPPORT \_\_\_\_\_

AUTORITE(S) NATIONALE(S)  
A CONTACTER  
(Nom, numéros de téléphone et de télécopie, adresse électronique)

Ces informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées et aux organisations pertinentes :

■ OUI

NON

Partiellement, uniquement celles qui figurent sur les formules cochées ci-après :

A      B      C      D      E      F      G

**Formule A      Diffusion d'informations**

Art.13      « Les Hautes Parties contractantes présentent au Dépositaire...des rapports  
par.4, a1. a)      annuels sur :

- a) la diffusion d'informations sur le présent Protocole à leurs forces armées et à la population civile. »

*Observations :*

Haute Partie contractante FRANCE renseignements pour  
la période allant du 02/10/2002 au 01/10/2003

Informations diffusées aux forces armées

- Instruction sur le droit des conflits armés dans les écoles militaires de formation des cadres. A ce jour, toutes les écoles d'officier, tant au niveau de la formation initiale que celui de la formation supérieure, et certaines écoles de sous-officiers (comme l'école des fusiliers-marins), comportent un module d'enseignement sur cette matière. La Convention de Genève de 1980 et son Protocole II amendé sont évoqués dans ce cadre.
- Instruction sur les risques liés aux mines existantes sur les théâtres extérieurs insérée dans certains cours (notamment les cours pour commandos).
- Directive du Chef d'état-major des Armées ( 12 novembre 1998), relative aux mines antipersonnel avec notamment :
  - l'interdiction d'emploi sans exception ;
  - l'interdiction de participer à l'élaboration de plans prévoyant l'emploi de mines antipersonnel ;
  - l'interdiction de participer à des opérations militaires avec emploi de mines antipersonnel.

Informations diffusées à la population civile

- rapport annuel de la CNEMA (Commission Nationale pour l'Elimination des Mines Antipersonnel) au parlement ;
- réponses à plusieurs questions parlementaires sur la question des mines.

**Formule B      Déminage et programmes de réadaptation**

Art.13                      « Les Hautes Parties contractantes présentent au Dépositaire...des rapports  
par.4, a1. b)            annuels sur :

b) Le déminage et les programmes de réadaptation civile".

*Observations :*

Haute Partie contractante FRANCE renseignements pour  
la période allant du 02/10/2002 au 01/10/2003

Programmes de déminage

Ne s'applique pas : la France n'est pas affectée par les champs de mines.  
Pour ce qui concerne la coopération internationale, voir la formule E.

Programmes de réadaptation

Ne s'applique pas : la France n'est pas affectée par des champs de mines  
Pour ce qui concerne la coopération internationale, voir la formule E.

**Formule C      Exigences techniques et informations utiles y relatives**

Art.13      « Les Hautes Parties contractantes présentent au Dépositaire...des rapports  
par.4, a1. c)      annuels sur :

- c) Les mesures prises pour satisfaire aux exigences techniques du Protocole et autres informations utiles y relatives» ;

*Observations :*

Haute Partie contractante FRANCE      renseignements pour  
la période allant du 02/10/2002      au 01/10/2003

Exigences techniques

- a) Etat partie à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, la France a détruit l'ensemble de son stock de mines antipersonnel à la date du 20 décembre 1999 (à l'exception du stock autorisé, limité par la loi d'application nationale à 5 000 mines et destinées à la formation aux techniques de déminage et à la recherche sur les technologies de déminage).
- b) Les procédures retenues pour l'enregistrement des champs de mines par les forces armées sont conformes aux dispositions du Protocole.
- c) En raison de l'utilisation de marquage de type OTAN, les mentions prévues à l'article 1 d) de l'annexe technique comprenaient, sous forme d'un code chiffré, l'ensemble des informations requises par l'annexe technique, à l'exception du mois de fabrication. La modification des procédures de marquage pour les mines conditionnées sous conteneurs, en vue de mise en conformité avec l'article susmentionné, **a été menée à bien et le marquage de toutes les mines en cause a été modifié.**

Toutes autres informations utiles

**Formule D      Textes législatifs**

Art.13  
par.4, a1. d)      « Les Hautes Parties contractantes présentent au Dépositaire...des rapports annuels sur :

d) les textes législatifs ayant un rapport avec le Protocole ; »

*Observations :*

Haute Partie contractante FRANCE renseignements pour  
la période allant du 02/10/2002 au 01/10/2003

Textes législatifs

*a) Textes directement liés au protocole II de la convention de 1980*

- Loi n° 98-537 du 1<sup>er</sup> juillet 1998 (Journal officiel du 2 juillet 1998) d'autorisation de ratification du Protocole II.
- Ratification par la France et dépôt, le 23 juillet 1998, des instruments de ratification du Protocole II modifié auprès du Secrétaire général de l'ONU.
- Décret n° 99-152 du 23 février 1999 portant publication du protocole II au journal officiel de la République française.

*b) Textes liés à l'application de la convention d'Ottawa*

- Loi n° 98-542 du 1<sup>er</sup> juillet 1998 (Journal officiel du 2 juillet 1998) d'autorisation de ratification de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction.
- Loi n° 98-564 du 8 juillet 1998, tendant à l'élimination des mines antipersonnel (Journal officiel du 9 juillet 1998) : il s'agit d'une loi interne d'application, prévoyant des sanctions pénales en cas d'infraction. Elle prévoit également les modalités d'accueil et d'accompagnement des missions étrangères de contrôle.
- Décret n° 99-357 du 10 mai 1999 définissant le rôle des agents de l'Etat en matière de constatation des infractions aux prescriptions de la loi et aux dispositions réglementaires prises pour son application.
- Décret n° 99-358 du 10 mai 1999 instituant une commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel (CNEMA).
- Arrêté du 21 octobre 2002, portant nomination à la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

**Formule E      Echange international d'informations techniques, coopération au déminage, coopération et assistance techniques**

Art.13      « Les Hautes Parties contractantes présentent au Dépositaire...des rapports  
par.4, al. e)      annuels sur :

- e) les mesures prises concernant l'échange international d'informations techniques, la coopération internationale au déminage ainsi que la coopération et l'assistance techniques, »

*Observations :*

Haute Partie contractante FRANCE      renseignements pour  
la période allant du 02/10/2002      au 01/10/2003

Echange international d'informations techniques

- Echanges d'informations techniques avec diverses armées étrangères dans le domaine des mines AP et AC.
- Organisation à l'école supérieure et d'application du génie (ESAG) d'Angers d'une rencontre internationale sur la formation au déminage les 6 et 7 novembre 2002. Cette rencontre a vu la participation de plus de 150 spécialistes du déminage provenant d'une trentaine de pays.
- Organisation de visites du centre de déminage de l'ESAG par des délégations étrangères civiles et militaires (Afrique du Sud, Cameroun, Colombie, E.A.U., Espagne, Italie, Malaisie, USA, Sénégal, Suisse, Royaume Uni, Ukraine).
- Visite des AD et AM étrangers en poste en France.
- Visite (juillet 2003) de parlementaires canadiens.
- Visite le 17 juin 2003 de M. l'Ambassadeur DAHINDEN, directeur du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDH-G), accompagné par le LCL RYCHENER, conseiller militaire français auprès du CIDH, à l'occasion de la signature d'un protocole de coopération entre le CIDH et l'ESAG, en présence de M. CHESNEL, ambassadeur itinérant chargé de l'action pour le déminage humanitaire et l'assistance aux victimes des mines au sein du ministère des Affaires étrangères.
- Entretien à l'ESAG d'un banque de données sur les mines AP et AC.
- Diffusion d'une base de données « mines AP » sur CD-ROM au chef d'état-major du Sénégal.
- Visite du général commandant l'ESAG avec deux officiers de son Département de formation au déminage (DFD) au CIDH-G en novembre 2002.
- Visite en mai 2003 d'une délégation du DFD de l'ESAG (1 officier et 2 sous-officiers) au *Mine Information and Training Center* de Minley en Grande Bretagne.
- Visite en mai 2003 d'une délégation du DFD de l'ESAG (1 officier et 2 sous-officiers) à l'école italienne du Génie à Rome afin de prendre connaissance de la nouvelle organisation EOD du Génie italien et d'observer le programme d'entraînement des chiens de déminage.



Coopération internationale au déminage / Coopération et assistance techniques internationales

- Aide à la formation des démineurs libanais (5 semaines à l'ESAG pour 20 stagiaires de l'armée libanaise en novembre et décembre 2002), puis mission d'évaluation et d'assistance du DFD au Liban en mai 2003 (4 semaines pour un officier et un sous-officier).
- Formation MINEX 2 au profit de stagiaires du Génie US (2 semaines en décembre 2002 pour 21 stagiaires).
- A la suite de l'inauguration de l'école de déminage de Ouidah (Bénin) le 24 avril 2003, renforcement de l'encadrement de cette école par la mise en place de deux sous-officiers instructeurs en déminage à compter de mars 2003 jusque fin décembre 2003.
- Envoi en novembre 2002 en mission de reconnaissance d'un officier du DFD de l'ESAG au Sénégal en vue de conduire une action de formation de démineurs au profit du Génie Sénégalais.
- Envoi d'une mission de formation de huit semaines (mi-janvier/ mi-mars) au Sénégal (1 officier et 2 sous-officiers du DFD) afin de former 40 cadre du Génie sénégalais.
- Envoi en avril 2003 d'une mission de reconnaissance d'un officier et d'un sous-officier du DFD de l'ESAG au Venezuela en vue de conduire « in situ » en 2004 un stage de formation au déminage au profit de l'armée vénézuélienne.
- Participation d'un sous-officier belge et d'un sous-officier sénégalais à un des stages MINEX 3 (6 semaines).
- Participation en juillet 2003 d'un officier libanais au stage MINEX Etat-Major (2 semaines).

**Bilan des actions françaises contre les mines antipersonnel pendant la dernière décennie**

**LES CONCOURS MILITAIRES FRANCAIS AUX OPERATIONS  
INCLUANT UN VOLET « DEMINAGE »**

<b>Années</b>	<b>Pays/Opération</b>	<b>Personnel (nb. d'hommes)</b>	<b>En cours</b>
<b>1992-97</b>	<b>Tchad</b>	<b>10</b>	
<b>1992-93</b>	<b>Cambodge / APRONUC</b>	<b>192</b>	
<b>1992-93</b>	<b>Somalie / ONUSOM</b>	<b>110</b>	
<b>1992-95</b>	<b>Ex-Yougoslavie / FORPRONU <sup>(1)</sup></b>	<b>110</b>	
<b>1994</b>	<b>Mozambique / UNMOZ</b>	<b>10</b>	
<b>1995</b>	<b>Angola /UNAVEM III</b>	<b>10</b>	
<b>1996-99</b>	<b>Bosnie / IFOR <sup>(1)</sup></b>	<b>80</b>	
<b>1997-03</b>	<b>Tchad</b>	<b>2</b>	<b>X</b>
<b>1997-99</b>	<b>Bosnie /UNMAC</b>	<b>5</b>	
<b>1998-99</b>	<b>Angola /UNOPS</b>	<b>10</b>	
<b>1998</b>	<b>Honduras et Nicaragua</b>	<b>6</b>	
<b>1998-03</b>	<b>Djibouti</b>	<b>2</b>	<b>X</b>
<b>1998</b>	<b>Liban</b>	<b>30</b>	
<b>1999-01</b>	<b>Croatie UEO (WEUDAM)</b>	<b>1</b>	
<b>1999-03</b>	<b>Kosovo / TRIDENT (KFOR)</b>	<b>15</b>	<b>X</b>
<b>2000-02</b>	<b>Bénin</b>	<b>3</b>	
<b>2001</b>	<b>Namibie</b>	<b>2</b>	
<b>2001</b>	<b>Zambie</b>	<b>2</b>	
<b>2001-03</b>	<b>Afghanistan (PAMIR)</b>	<b>11</b>	<b>X</b>
<b>2003</b>	<b>Bosnie (mission de police)</b>	<b>15</b>	<b>X</b>

<sup>(1)</sup> Une permanence de deux armuriers de l'armée de l'air spécialisés dans la neutralisation des explosifs (NEDEX) a été détachée au sein de la FORPRONU de 1992 à 1995, de l'IFOR de 1996 à 1999, puis de la SFOR jusqu'à la fin de la mission en 2001.

**NB :** un officier français spécialiste des actions de déminage est en permanence détaché auprès du centre international de déminage de Genève.

**LES ACTIONS DE DEMINAGE CIVIL MENEES PAR PAYS ET  
LEUR FINANCEMENT PUBLIC FRANÇAIS**

<b>AFGHANISTAN</b>	<b>1997</b>	<b>MCPA</b>	<b>1 MF</b>
<b>ANGOLA</b>	<b>1996</b>	<b>UNOPS</b>	
	<b>1996</b>	<b>HI (INAROE)</b>	<b>3,5 MF</b>
	<b>1997</b>	<b>CIDEV (INAROE)</b>	<b>9 MF</b>
<b>BOSNIE</b>	<b>1996/97</b>	<b>Via UNMAS</b>	<b>2 MF</b>
	<b>1996</b>	<b>6 officiers via PNUD</b>	
	<b>1998</b>	<b>via HCR</b>	<b>1 MF</b>
	<b>1998</b>	<b>2 officiers</b>	
	<b>1998</b>	<b>HI</b>	<b>1 MF</b>
<b>CAMBODGE</b>	<b>1995/96</b>	<b>CIDEV</b>	<b>4 MF</b>
	<b>2000</b>	<b>TFC (PNUD)</b>	<b>5,3 MF</b>
	<b>2000</b>	<b>CMAC</b>	<b>210 000 F</b>
	<b>2001</b>	<b>PNUD</b>	<b>808 000 euro</b>
	<b>2001</b>	<b>ESAG</b>	<b>55 500 euro</b>
	<b>2001</b>	<b>HI</b>	<b>228 700 euro</b>
	<b>2001</b>	<b>PNUD</b>	<b>158 000 euro</b>
	<b>2002</b>	<b>CMAC</b>	<b>76 200 euro</b>
	<b>2003</b>	<b>PNUD</b>	<b>425 000 euro</b>
	<b>2003</b>	<b>HI</b>	<b>40 000 euro</b>
<b>CROATIE</b>	<b>1999</b>	<b>MUNGOS/CROMAC</b>	<b>1 MF</b>
	<b>2002</b>	<b>ITF</b>	<b>78 000 euro</b>
	<b>2003</b>	<b>CMD</b>	<b>100 000 euro</b>
	<b>2003</b>	<b>ROVINJ</b>	<b>24 000 euro</b>
<b>GUINEE BISSAU</b>	<b>2001</b>	<b>HI</b>	<b>213 000 euro</b>
<b>HONDURAS</b>	<b>1996</b>	<b>Contribution OEA</b>	<b>1 MF</b>
<b>KOSOVO</b>	<b>1999</b>	<b>Via UNMAS</b>	<b>2 MF</b>
	<b>1999</b>	<b>Via Fonds slovène</b>	<b>0,6 MF</b>
	<b>1999</b>	<b>HI</b>	<b>1 MF</b>
<b>LAOS</b>	<b>1997</b>	<b>Via PNUD</b>	
<b>LIBAN SUD</b>	<b>2000</b>	<b>UNMAS</b>	<b>900 000 F</b>
<b>MOZAMBIQUE</b>	<b>1997/98</b>	<b>Brigades provinciales</b>	<b>8,9 MF (non engagé)</b>
	<b>1997/98</b>	<b>CIDEV</b>	<b>18 MF</b>
	<b>1998</b>	<b>HI (PEPAM)</b>	<b>1 MF</b>
	<b>2001</b>	<b>HI</b>	<b>762 000 euro</b>
	<b>2002</b>	<b>FSP</b>	<b>1,1 M euro</b>
<b>NICARAGUA</b>	<b>1997</b>	<b>Contribution OEA</b>	<b>1 MF</b>
	<b>2000</b>	<b>OEA</b>	<b>500 000 F</b>
	<b>2001</b>	<b>OEA</b>	<b>75 000 euro</b>
	<b>2002</b>	<b>OEA</b>	<b>75 000 euro</b>
<b>SENEGAL</b>	<b>1999</b>	<b>HI (PEPAM)</b>	<b>1 MF</b>
	<b>2002</b>	<b>HI ( Assistance )</b>	<b>114 600 euro</b>
	<b>2003</b>	<b>HI ( Assistance )</b>	<b>114 600 euro</b>
<b>SLOVENIE</b>	<b>2000</b>	<b>ITF</b>	<b>600 000 F</b>
	<b>2002</b>	<b>ITF</b>	<b>45 000 euro</b>
	<b>2002</b>	<b>ITF</b>	<b>83 000 euro</b>

**Formule F      Autres points pertinents**

Art.13      « Les Hautes Parties contractantes présentent au Dépositaire...des rapports  
par.4, a1. f)      annuels sur :

f) d'autres points pertinents »

*Observations :*

Haute Partie contractante FRANCE renseignements pour  
la période allant du 02/10/2002 au 01/10/2003

Autres points pertinents

*A l'école supérieure et d'application du Génie (ESAG) d'Angers :*

- Participation en avril 2003 du sous-officier spécialiste IMSMA (*Information Management System for Mine Action*) du DFD à l'élaboration de la version V3 du logiciel IMSMA au CIDH-G (3 semaines).
- Présentation d'IMSMA à un groupe de travail du Génie de l'OTAN à l'ESAG (printemps 2003).
- Formation de cadres du Génie au logiciel IMSMA avant leur déploiement au Kosovo.
- Organisation au début 2003 d'une conférence de sensibilisation au danger des mines par un cadre du DFD au profit d'étudiants en DESS de droit international et de sciences politiques de la faculté d'Aix en Provence se destinant à l'aide humanitaire internationale.
- Organisation de missions de sensibilisation au danger des mines au profit de stagiaires de « Bioforce » de Lyon, collaborateur de l'organisation mondiale de la santé, intervenant dans tous les champs de la solidarité internationale (4 missions de 2 jours pour 2 instructeurs du DFD).
- Conférence de sensibilisation au danger des mines et munitions pour la Croix-Rouge française dans le cadre d'un stage au profit de Reporters sur terrains extérieurs à risques (1 journée en juillet 2003 pour 1 officier au centre de formation de la Croix-Rouge à Modane).
- Organisation en avril 2003 d'une visite d'une délégation de la Commission nationale pour l'élimination des mines AP (CNEMA) au DFD/ CNDH de l'ESAG.

**Formule G      Renseignements sur le déminage à fournir à la base de données de l'ONU**

Art.11      « Chaque Haute Partie contractante s'engage à fournir à la base données sur le  
par.2      déminage établie dans le cadre des organismes des Nations Unies des  
renseignements sur le déminage concernant notamment :

- g) Différents moyens et techniques, ainsi que les listes d'experts, d'organismes  
spécialisés ou de centres nationaux qui puissent être contactés ».

*Observations :*

Haute Partie contractante    FRANCE      renseignements pour  
\_\_\_\_\_ la période allant du 02/10/2002    au 01/10/2003

Moyens et techniques de déminage

- Banques de données.
- Matériels de déminage manuel et de déminage mécanique en service dans les forces françaises.
- Entretien et recherche des techniques de déminage réalisés par les spécialistes des forces armées.

Listes d'experts et d'organismes spécialisés

- D.G.A / Etablissement technique de Bourges (E.T.B.S.).
- Direction centrale du Matériel de l'armée de Terre (D.C.M.A.T).
- Ecole supérieure et d'application du Génie d'Angers (E.S.A.G.) - Centre national de formation au déminage humanitaire (CNDH).
- Echelon central N.E.D.E.X / E.O.D.
- Section technique de l'Armée de Terre (S.T.A.T.).
- ALFAN / MINES (compétences maritimes et terrestres jusqu'à la laisse de haute mer).

Centres nationaux à contacter au sujet du déminage

\_\_\_\_\_